

REPUBLIQUE FRANCAISE



BAS-RHIN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 23 juillet 2020

sous la présidence du Maire, **M. Jean-Louis HOERLE**

Nombre des membres élus : 33 Conseillers en fonctions : 33

Conseillers présents : 27 Conseillers absents : 6

dont 6 excusés

6 membres ont voté par procuration.

12) POINT DE L'ORDRE DU JOUR :

LECTURE ET APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2020

Rapporteur : Monsieur Le Maire, Jean-Louis HOERLE

ADOpte PAR 25 VOIX POUR – 2 ABSTENTIONS (Ernest KONRATH – Christèle LAFORET) 6 CONTRE (Sevil ARAS – Elsa CIVARDI – Nathalie DELION – Gérard SCHANN – Gérard SCHIMMER – Jean-Pierre VOYER)

Certifié exécutoire par
le Maire compte tenu de
la réception en Sous-Préfecture
le 28/07/2020
et de la publication / notification
le 28/07/2020
Le Maire,



POUR EXTRAIT CONFORME
BISCHHEIM LE 24 juillet 2020
LE MAIRE
JEAN-LOUIS HOERLE

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

12. Lecture et approbation du budget primitif 2020

Le report des résultats de l'exercice 2019 et l'épargne brute prévisionnelle du budget primitif 2020 permettent de dégager un autofinancement pour l'investissement après couverture du remboursement du capital de la dette.

Aucune évolution majeure n'est prévue ni en dépenses ni en recettes. Les budgets alloués seront étroitement suivis tout au long de leur exécution.

A/ ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE EN PREVISION DU BUDGET 2020

- ✓ **Le coefficient d'autofinancement courant correspond aux (charges de fonctionnement + remboursement de la dette) / produits de fonctionnement**, c'est à dire la possibilité pour la Ville de financer, une fois payé, l'ensemble des dépenses courantes, des opérations plus importantes. C'est l'équivalent pour un ménage de sa possibilité au-delà des achats courants, (alimentaires, vêtements, frais scolaires), de pouvoir acheter une maison ou un véhicule.

Le seuil d'alerte est à 1. Lorsque le ratio est supérieur à ce seuil, la Ville ne peut plus autofinancer ses investissements et doit recourir à de nouveaux emprunts ou conduire une politique de restriction budgétaire.

Le seuil de la Ville de BISCHHEIM est de :

- 0,87 pour 2019 CA
- 0.87 pour 2018 CA

- ✓ **Le ratio de surendettement** indique les marges de manœuvre pour les années à venir. Les décisions prises antérieurement ont un impact direct à long terme sur la politique que peuvent engager les élus de la Ville

Le ratio se calcule ainsi : en-cours de la dette / recettes réelles de fonctionnement.

Le seuil d'alerte est à 1,21.

Le seuil de la Ville de BISCHHEIM est de :

- 0.72 pour 2019 CA
- 0.75 pour 2018 CA

- ✓ **Le ratio de rigidité structurelle** correspond aux dépenses incompressibles auxquelles doit faire face la Ville : ce sont les dépenses de personnel, les assurances, les intérêts des emprunts, les fluides. Une gestion rigoureuse et économe des deniers publics permet de limiter ces dépenses obligatoires.

Le ratio se calcule ainsi : (frais de personnel + annuité de la dette) / recettes réelles de fonctionnement.

Un rapport élevé traduit une disproportion du poids de ces charges par rapport aux recettes et traduit une difficulté de rééquilibrage pour les réduire.

Le seuil d'alerte est à 0,65.

Le seuil de la Ville de BISCHHEIM est de :

- 0.60 pour 2019 CA
- 0.58 pour 2018 CA

- ✓ **Le taux d'épargne brute : (épargne brute / recettes réelles de fonctionnement).**
En 2020 l'épargne brute augmente et passe à 10.20% contre 9.76 % en 2019.
Un ratio compris entre 8% et 15% est tout à fait satisfaisant.

B/ LES CARACTERISTIQUES DU BUDGET 2020

Les comparaisons indiquées en % sont toutes faites par rapport au BP 2019 + DM tant pour la section de fonctionnement que pour la section d'investissement.

La crise sanitaire a nécessité un remaniement du budget de la Ville tant au niveau des dépenses que des recettes, dans la section de fonctionnement et dans la section d'investissement.

Des dépenses nouvelles ont été rendues obligatoires et nécessaires (acquisition de gel, de masques, d'équipements de protection individuelles, panneaux de communication, remboursements de spectacles...) afin de pouvoir assurer la protection des concitoyens et des agents.

Ces dépenses nouvelles ont été estimées à environ 100 000€ pour l'année 2020, les dépenses de fonctionnement ont donc été rééquilibrées entre chapitres et abondées pour faire face à ces nouveaux besoins.

Des recettes en baisse : la fermeture des structures et des activités a entraîné une perte de recettes (pas de facturation en matière de petite enfance, de périscolaire, de restauration scolaire, de danse, de musique, de spectacle, de droits de place, d'horodateurs...) et une incertitude perdue sur le niveau des dotations et participations de la CAF et de l'ensemble de nos partenaires en matière de subventions, à ce jour aucune notification concernant les montants alloués ou non pour la DPV 2020.

Cette baisse des recettes a été estimée à environ 300 000€ pour l'année 2020, les recettes de fonctionnement ont donc été réduites d'autant.

En conséquence, la hausse des dépenses et la baisse des recettes entraînent un besoin d'un emprunt supérieur à la prévision communiquée au moment du débat d'orientation budgétaire, et passe de 500 000€ à 800 000€.

I/ LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

**Les crédits s'équilibrent en dépenses et en recettes à hauteur de
20 310 000.00 €**

Les dépenses réelles de fonctionnement augmentent de 3.75 % et s'élèvent à **17 204 000.00 €**.

- ✓ **Les charges à caractère général (chapitre 011)**, malgré la crise sanitaire affichent une baisse de -2.91 % et s'élèvent à **4 456 000.00 €**. Cette baisse témoigne des efforts de gestion et de mutualisation des biens et des moyens réalisés.
Ce chapitre regroupe :
 - Achats de matières et de fournitures,
 - Services extérieurs (prestations, entretien des bâtiments et des biens, location, maintenance....)
 - Impôts et taxes (taxes foncières payées)
 - Frais d'affranchissement et de télécommunications
 - Fêtes et cérémonies, imprimés et publications
 - Documentation et formation des agents
- ✓ **Les autres charges de gestion courante (chapitre 65)** baissent de -3.64 % et s'élèvent à **1 336 000.00 €**. Ce chapitre est constitué de l'ensemble des subventions versées, des créances éteintes et des indemnités des élus.
Cette baisse est essentiellement due à la différence du montant de la subvention vers le CCAS suite au transfert de la petite enfance (- 300 000.00 €). Cependant le montant des subventions versées par la Ville aux associations pour la halte-garderie « Pirouet » pour le Jardin d'enfants et le multi-accueil les P'tits Schtroumpfs augmente (+ 190 000.00 €).
- ✓ **Les charges financières (chapitre 66)** baissent de -14.72% et s'élèvent à **226 000.00 €**, ce qui vient confirmer la phase de désendettement.

- ✓ **Les charges exceptionnelles (chapitre 67)** augmentent de +47.12% et s'élèvent à **36 000.00 €**. Ce chapitre est constitué des annulations de titres sur exercices antérieurs, bourses et prix et intérêts moratoires versés. Cette hausse est essentiellement due aux remboursements de spectacles et autres prestations suite à la crise sanitaire.
- ✓ **Les charges de personnel (chapitre 012)** augmentent de 8.07% et s'élèvent à **11 150 000.00 €**. Cette augmentation est essentiellement due au transfert de la petite enfance en année pleine pour 6.81%.

Le ratio charges de personnel/dépenses réelles de fonctionnement est de 64.81 % en 2020, contre 62.22 % en 2019, ce ratio va à présent se stabiliser.
En comparaison avec la strate il est de 59.30% à fin 2018.

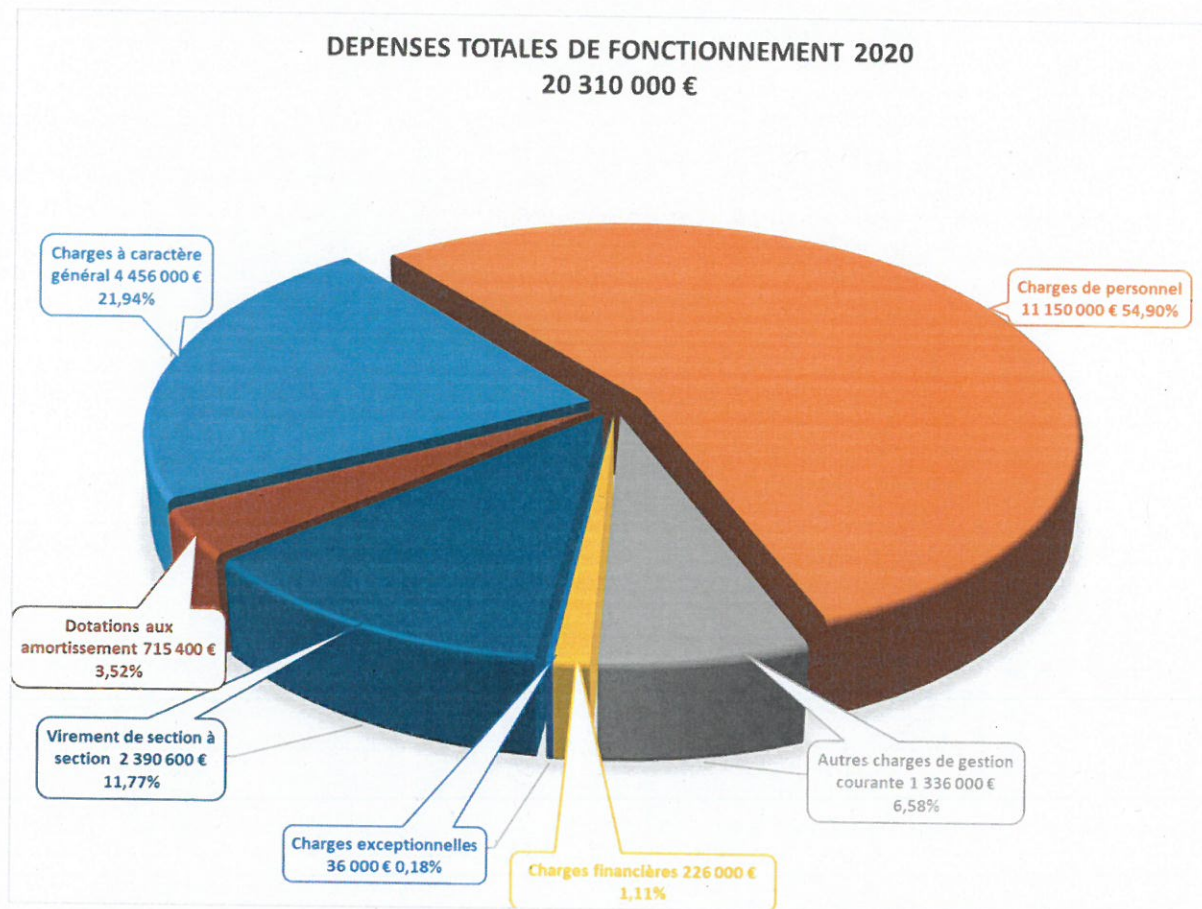
Cependant, la comparaison à la strate ne peut se limiter à un chiffre, elle doit être analysée au regard des services rendus à la population. La Ville de Bischheim compte à ce jour de nombreux services que les communes de strate identique n'ont pas forcément notamment en matière de petite enfance, de jeunesse et d'animations du territoire.

Les dépenses d'ordre s'élèvent à **3 106 000.00 €**.

Ces dépenses sont constituées des dotations aux amortissements qui augmentent de 13.48 % et s'élèvent à **715 400.00 €** et du virement à la section d'investissement qui augmente de 4.60% et s'élève à **2 390 600.00 €**, contre 2 690 00.00€ avant la crise sanitaire avec une progression de 17.53% initialement prévue.

Ces dépenses ont leurs contreparties en recettes d'investissement.

Pour rappel le virement à la section d'investissement correspond à l'autofinancement que dégage la section de fonctionnement vers la section d'investissement. Sa progression positive confirme les efforts de gestion en matière de dépenses de fonctionnement.



Les recettes réelles de fonctionnement augmentent de 4.25 % et s'élèvent à **19 157 564.093 €**.

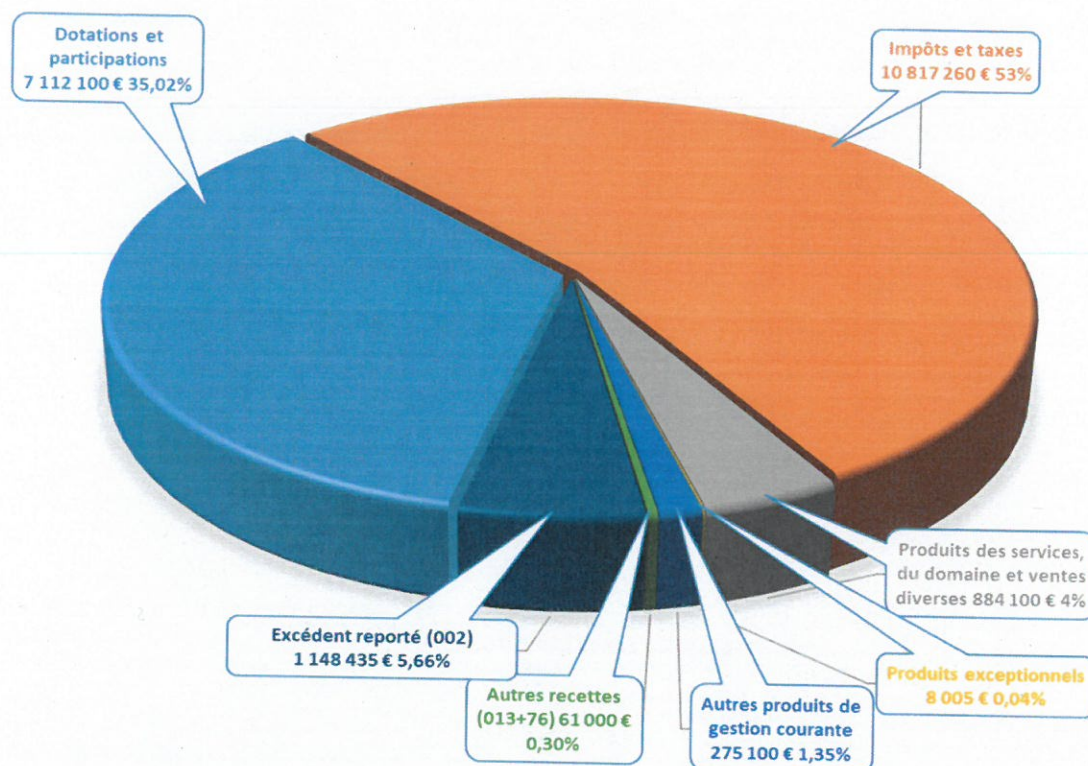
- ✓ **Les produits des services (chapitre 70)** étaient en hausse + 25.04% avant la crise sont maintenant en baisse de -5.69% et s'élèvent à **884 100.00 €**. Ce chapitre est composé essentiellement des redevances des services périscolaires, de la restauration scolaire, des redevances des services sportifs et culturels, du droit de stationnement et des concessions des cimetières. Cette baisse est la conséquence directe de la crise sanitaire.
- ✓ **Les impôts et taxes (chapitre 73)** augmentent de + 1.14% et s'élèvent à **10 817 260.00 €**. Ce chapitre regroupe entre autre, les contributions directes, la fiscalité reversée de l'EMS, la taxe sur la consommation finale d'électricité, la taxe sur la publicité extérieure et les produits divers (taxe sur pylônes, droits place....) mais également les redevances de stationnement en baissent suite à la crise.
En matière d'impôts, les taux ne seront pas augmentés, la seule évolution résulte donc de la hausse des bases de l'Etat.
La fiscalité réservée de l'EMS baisse de - 6.31% pour la dotation de solidarité communautaire, elle passe de 825 972 € BP 2019 à 773 870 BP 2020.
L'attribution de compensation reste stable et s'élève à 549 695 €.
- ✓ **Les dotations et participations (chapitre 74)** augmentent de 11.71 % et s'élèvent à **7 112 100.00 €**. Ce chapitre est constitué de l'ensemble des dotations et participations de l'Etat, de l'EMS, de la CAF, du Conseil département, de la Région. Cette augmentation est le résultat du transfert de la petite enfance en année pleine pour 2020.
Pour information :
 - la DGF 2020 s'élève à 1 791 976 € contre 1 822 037 € en 2019
 - la DSU 2020 s'élève à 2 940 390 € contre 2 846 929 € en 2019
 - la DNP 2020 s'élève à 207 073 € contre 208 936 € en 2019
- ✓ **Les autres produits de gestion courante (chapitre 75)** sont revus à la baisse pour l'exercice 2020 principalement sur les revenus des immeubles suite au mouvement des locations courantes.
- ✓ **Les produits financiers (chapitre 76) sont stables.**
- ✓ **Les produits exceptionnels et les atténuations de charges (chapitre 77 et 013)** sont revus à la baisse. Ces deux chapitres comptabilisent des recettes exceptionnelles difficiles à estimer ainsi que des remboursements sur charges de personnel suite à des absences maladies. La règle de prudence doit s'appliquer en matière de recettes.

Les recettes d'ordre s'élèvent à **4000.00 €**.

Il s'agit d'amortissements de subventions perçues, les contreparties se retrouvent en dépenses d'investissement.

RECETTES TOTALES DE FONCTIONNEMENT 2020 (R002)

20 310 000 €



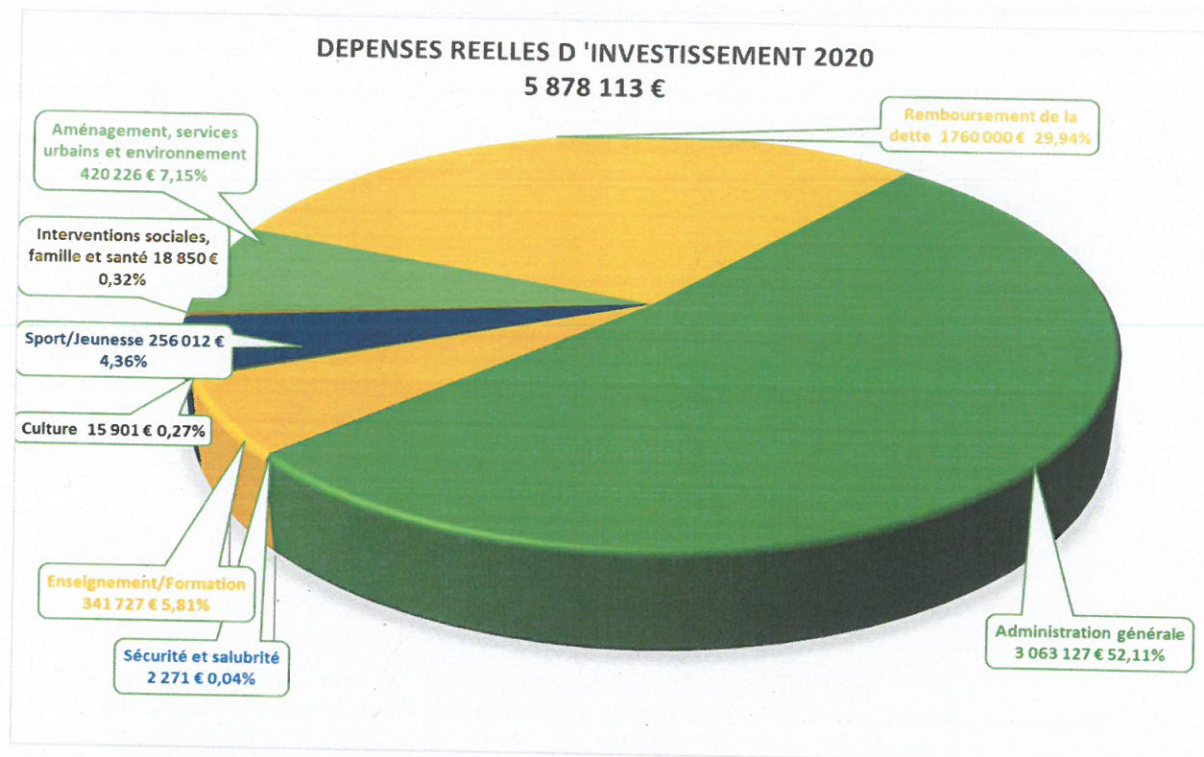
II/ LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Les crédits s'équilibrent en dépenses et en recettes à hauteur de 7 852 000.00 €

Les dépenses réelles d'investissement baissent de - 39.12 % et s'élèvent à 5 878 113.41 €

- ✓ **Les dotations et fonds divers (chapitre 10).** Suite à une erreur des services de l'Etat, un trop perçu en matière de taxe d'aménagement devra être remboursé à l'EMS pour un montant de 75 000.00 € environ.
- ✓ **Les immobilisations incorporelles (chapitre 20)** affichent une hausse de 56.25 % et s'élèvent à 635 131.86 € incluant les RàR. Ce chapitre regroupe les frais d'études à hauteur de 94% et les acquisitions de logiciels à hauteur de 6%.
Pour mémoire le montant des RàR est de 98 000.94 €
- ✓ **Les subventions d'équipement aux organismes (chapitre 204)** affichent une baisse de - 91.12 % et s'élèvent à 15 000.00 € pour la poursuite des travaux du centre CSF Victor Hugo.
- ✓ **Les immobilisations corporelles (chapitre 21)** affichent une baisse de -28.43 % et s'élèvent à 2 597 327.03 € incluant les RàR. Ce chapitre comptabilise l'ensemble des acquisitions et des travaux qui permettent d'entretenir les équipements de la Ville.
Pour mémoire le montant des RàR est de 424 607.03 €
- ✓ **Les immobilisations en cours (chapitre 23)** affichent une baisse de -78.78% et s'élèvent à 795 654 .52 € incluant les RàR. Ce chapitre comptabilise les travaux en cours sur plusieurs exercices. Pour 2020, il comprend le solde de l'opération Hôtel de Ville à hauteur de 657 052.52 € ainsi que les travaux de mise en accessibilité à hauteur de 138 600.00 €. Pour mémoire le montant des RàR est de 657 054.52 €

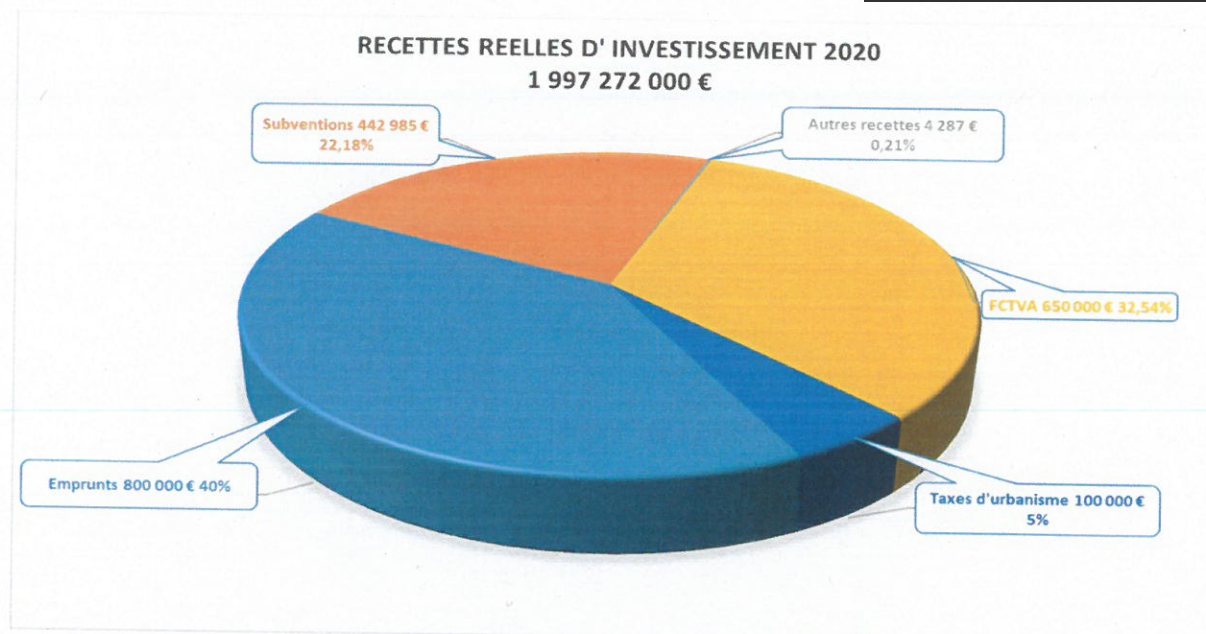
Les dépenses d'ordre sont stables et s'élèvent à 4 000.00 €
Elles ont leurs contreparties en recettes de fonctionnement



Les recettes réelles d'investissement baissent de -37.83 % et s'élèvent à 1 997 271.58.00 €

- ✓ **Les dotations et fonds divers (chapitre 10)** affichent une hausse de 56.25% et s'élèvent à 750 00.00 €. Essentiellement dû au remboursement du FCTVA sur les dépenses effectuées pour l'Hôtel de Ville en n-1.
- ✓ **Les subventions d'investissement (chapitre 13)** baissent de -75.05%. Les demandes de subventions au titre de la DETR et de la DPV ont été déposées en Préfecture courant janvier mais aucune notification n'a été réceptionnée à ce jour. Pour mémoire le montant des RàR est de 396 534.00 €
- ✓ **Les emprunts et dettes (chapitre 16)** baissent de - 71.89%. Compte tenu du volume des investissements prévus et de la crise sanitaire, le budget primitif de 2020, affiche une prévision de recours à l'emprunt d'un montant de 800 000.00 €.
- ✓ **Les immobilisations en cours (chapitre 23)** baissent de -93.51 %. Ce chapitre retrace les avances sur marchés.
Reste à réaliser : 4 286.66 €

Les recettes d'ordre s'élèvent à 3 106 000.00 €. Comme évoqué plus haut, ces recettes ont leurs contreparties en dépenses de fonctionnement.



Il est demandé au Conseil d'approuver le Budget Primitif 2020 conformément au tableau ci-dessous :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu le Débat d'Orientation Budgétaire du 27 février 2020,

Vu l'avis de la Commission des Finances du 20 juillet 2020,

Vu les articles L.2311-1, L.2312-1 et L.2312-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT les documents préparatoires fournis,

Approuve

le Budget Primitif 2020 comme suit :

Dépenses de fonctionnement	
Chapitres	Montant
011 Charges à caractères générales	4 456 000.00 €
012 Charges de personnel	11 150 000.00 €
65 Autres charges de gestion courant	1 336 000.00 €
66 Charges financières	226 000.00 €
67 Charges exceptionnelles	36 000.00 €
023 Virement à la section d'investissement	2 390 600.00 €
042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	715 400.00 €
Total	20 310 000.00 €

Recettes de fonctionnement	
Chapitres	Montant
002 Excédent de fonctionnement	1 148 435.07 €
70 Produits des services, du domaine et ventes diverses	884 100.00 €
73 Impôts et taxes	10 817 260.00 €
74 Dotations et participations	7 112 100.00 €
75 Autres produits de gestion courante	275 100.00 €
76 Produits financiers	6 000.00 €
77 Produits exceptionnels	8 004.93 €

013 Atténuations de charges	55 000.00 €
042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	4 000.00 €
Total	20 310 000.00 €

Dépenses d'investissement	
Chapitres	Montant
001 Déficit d'investissement	1 969 886.59 €
10 Dotations, fonds divers et réserves	75 000.00 €
16 Emprunts et dettes assimilées	1 760 000.00 €
20 Immobilisations incorporelles <i>Dont 98 000.94 € restes à réaliser</i>	635 131.86 €
204 Subventions d'équipements versées	15 000.00 €
21 Immobilisations corporelles <i>Dont 424 607.03 € restes à réaliser</i>	2 597 327.03 €
23 Immobilisations en cours <i>Dont 657 054.52 € restes à réaliser</i>	795 654 .52 €
040 Opération d'ordre de transfert entre sections	4 000.00 €
Total	7 852 000.00 €

Recettes d'investissement	
Chapitres	Montant
10 Dotations, fonds divers et réserves	750 000.00 €
1068 Excédent de fonctionnement capitalisé	2 748 728.42 €
13 Subventions d'investissement <i>Dont 396 534.00 € restes à réaliser</i>	442 984.92 €
16 Emprunts et dettes assimilées	800 000.00 €
23 Immobilisations en cours <i>Dont 4 286.66 € restes à réaliser</i>	4 286.66 €
021 Virement de la section de fonctionnement	2 390 600.00 €
040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	715 400.00 €
Total	7 852 000.00 €